

Turquie : les putschistes ont rendu un énorme service à Erdogan, plus populaire que jamais

écrit par Laveritetriomphera | 23 août 2016



Tous les Turcs ne sont pas d'accord avec Erdogan, mais comme dans toute dictature la véritable opposition est muselée.

Victimes directes des purges ou marginalisées de fait par l'union sacrée autour du chef de l'Etat, les voix dissidentes sont muselées.

Face à l'Erdoganomania, l'opposition réduite au silence

La célébration fusionnelle des foules sous le drapeau rouge et blanc national emporte tout. L'Erdoganomania est la seule face visible et audible de la Turquie aujourd'hui. Face à l'irrésistible emballement populaire, toute voix critique ou réservée sur les excès du discours de la grande Turquie citadelle assiégée se trouve marginalisée. Quand elle n'a pas été étouffée. Ou supprimée. **Intellectuels et opposants turcs de différentes tendances blâment tous les jours davantage les putschistes pour «l'énorme service qu'ils ont rendu à Erdogan», dit l'écrivain et journaliste Ahmet Insel, installé en France. Comme d'autres, il rappelle que le coup d'Etat avorté a permis «une escalade de l'autoritarisme rampant du président turc et la répression des libertés déjà menacées».**

Certes, les purges avaient commencé en 2013. Elles marquaient alors le début de la confrontation avec le mouvement guléniste. Des mesures contre la liberté d'expression s'étaient multipliées après la répression d'«Occupy Gezy», le mouvement de contestation des jeunes à Istanbul. *«Depuis, les intellectuels démocrates sont pratiquement hors jeu en Turquie»*, estime Atila Özer, philosophe et écrivain franco-turc. Mais la chape de plomb qui s'est abattue il y a trois ans est pourtant sans comparaison avec la gigantesque machine à épurer, à limoger, à suspendre, à arrêter et à emprisonner qui touche depuis le 15 juillet des dizaines de milliers de fonctionnaires, militaires, policiers, magistrats, enseignants, journalistes et universitaires. La traque implacable a instauré la peur et la méfiance chez un grand nombre de cadres et intellectuels turcs, qui observent le silence. Beaucoup cherchent à fuir le pays avant d'être frappés par une mesure d'interdiction de sortie du territoire. Installée à New York, l'organisation Scholars at Risk, qui vient en aide aux universitaires menacés, rapporte que 102 chercheurs turcs se sont adressés à son réseau pour tenter de trouver un poste à l'étranger.

«Chasse aux sorcières»

Les journalistes, déjà sous forte pression, sont massivement visés. Outre les dizaines de médias fermés, accusés d'être proches du mouvement Gülen, intimidations et accusations pleuvent toujours un mois après le putsch manqué, dirigées contre les rédacteurs de plusieurs autres journaux, radios et télévisions. Pas moins de 99 journalistes sont en prison, selon la Fédération européenne des journalistes. *«Je ne parlerais pas de répression systématique ou tous azimuts en dehors des réseaux Gülen»*, tempère toutefois Ahmet Insel. Dans ses articles publiés deux fois par semaine par le quotidien d'opposition *Cumhuriyet*, l'écrivain assure n'avoir jamais été censuré. *«Je continue de critiquer fortement Erdogan. J'ai utilisé l'expression « chasse aux sorcières » pour condamner les purges et c'est passé.»* Le chroniqueur reconnaît toutefois la faible diffusion du quotidien, à peine 60 000 exemplaires dans un pays qui n'est pas épargné par la crise de la presse écrite. **«Le plus important, c'est l'audiovisuel. Or, il est complètement verrouillé par le pouvoir et sert de machine de propagande très efficace,** confirme Erol Önderoglu, représentant de Reporters sans frontières (RSF) en Turquie. *Face à la puissance des chaînes d'information en continu mobilisées dans le soutien au pouvoir et la dénonciation des conspirateurs, les opposants confinés aux petits médias ou aux réseaux sociaux pèsent peu. Même la chaîne CNN Türk, restée professionnelle jusque-là, coule une lune de miel avec Erdogan. Le soir du putsch, ce dernier a appelé la présentatrice*

sur son portable pour s'adresser en direct sur Facetime à la population turque», rappelle le journaliste franco-turc. **Ecartées de force ou marginalisées de fait, les voix dissidentes doivent s'effacer face à «un unanimisme malsain qui a saisi toute la société turque»**, selon les mots de Jean Marcou, spécialiste de la Turquie à Sciences-Po Grenoble, dans *Le Monde*.

«Les arguments d'Erdogan sur la Turquie seule au monde, détestée et jalouée pour sa gloire passée et son destin magnifique, portent réellement dans la population», observe le correspondant de RSF. *«Erdogan monopolise la vox populi et se présente comme l'incarnation de la volonté populaire»*, confirme Ahmet Insel, qui trouve au président turc des accents à la Hugo Chávez, l'ancien leader vénézuélien. *«Le discours anti-européen et anti-américain marche bien, surtout quand les Etats-Unis sont fustigés pour leur refus d'extrader le prédicateur Fethullah Gülen, considéré comme l'instigateur du putsch, estime encore l'écrivain. Car l'humeur anti-Gülen est très majoritaire, bien au-delà des cercles de l'AKP, y compris dans les milieux de gauche ou kurdes.»*

«Erdogan ou Gülen, c'est la même chose, dit un autre journaliste d'opposition en attente d'être jugé en Turquie et qui doit garder l'anonymat. Ils sont tous les deux islamistes, antidémocrates et anti-Kurdes. Ils ont longtemps été alliés. Maintenant, c'est une lutte pour le pouvoir entre eux.» Erdogan profite de la situation pour mettre en avant l'union sacrée, face à la mouvance guléniste dont personne en Turquie ne prend la défense.

«Basculement»

La mise en avant systématique par Erdogan du «turquisme» et du sunnisme pousse le pays vers un ancrage moyen-oriental et musulman contre l'Europe «donneuse de leçons». Au grand dam des intellectuels pro-européens qui craignent *«un basculement géostratégique de la Turquie vers un projet de société islamiste et opposée à l'Occident»*, selon les termes d'Atila Özer. Le philosophe, qui dès le début de la répression [appelait l'Union européenne, dans une tribune publiée dans Libération](#), *«à exiger de la Turquie un retour à l'Etat de droit»*, confie son désarroi. Reconnaisant la *«popularité incontestée et enracinée d'Erdogan dans la classe moyenne turque»*, il déplore *«l'indifférence de l'Europe vis-à-vis de la Turquie depuis le début des années 2000»* et croit possible une *«vraie rupture avec l'UE»*. Le rapprochement avec la Russie de Poutine conforte ses craintes d'un divorce avec l'Otan. *«Erdogan est toujours allé plus loin que ce que l'on pouvait imaginer»*, met

en garde Özer. Le risque d'une «*Turquie perdue pour l'Europe*», comme l'affirmait il y a quelques jours son ministre des Affaires étrangères, Mevlüt Cavusoglu, relève pourtant encore de la rhétorique et de la surenchère, estiment la plupart des experts.«*L'ancrage dans l'Otan et le lien avec l'UE restent importants, y compris pour la classe moyenne urbaine qui est la base de l'électorat de l'AKP*», juge Ahmet Insel. Mais sur cette question, comme tant d'autres, le débat démocratique entre intellectuels n'a pas sa place dans une Turquie en état d'urgence. «*Il y a toujours eu deux Turquie, résume Özer. Mais aujourd'hui, celle opposée à Erdogan se tait.*»

[Hala Kodmani](#)

http://www.liberation.fr/planete/2016/08/17/face-a-l-erdoganomania-l-opposition-reduite-au-silence_1473058,

Et ses leaders poursuivis <http://www.i24news.tv/fr/actu/international/moyen-orient/99607-160118-turquie-le-chef-de-l-opposition-poursuivi-pour-insulte-au-president-erdogan>.

Depuis le monde libre soutenons ceux qui dénoncent un système qui se prétend « mystico-religieux » mais qui est en fait totalitaire.